

Assystem

Société Anonyme

Tour Egée
9-11, allée de l'Arche
92671 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions ordinaires remboursables (BSAAR) ou de bons de souscription d'actions (BSA) avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 16 mai 2019 – 22^{ème} et 23^{ème} résolutions

Assystem

Société Anonyme

Tour Egée
9-11, allée de l'Arche
92671 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions ordinaires remboursables (BSAAR) ou de bons de souscription d'actions (BSA) avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 16 mai 2019 – 22^{ème} et 23^{ème} résolutions

A l'Assemblée générale de la société Assystem S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société (la « Société ») et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation à votre Conseil d'administration de la compétence de décider l'émission, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription, de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions ordinaires remboursables (BSAAR) et/ou de bons de souscription d'actions (BSA), réservée à des salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales françaises et étrangères, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 470 046 euros, correspondant à un nombre total maximum de 470 046 actions, d'une valeur nominale de 1 euro, étant précisé que le nombre de BSAAR et de BSA pouvant être émis en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond global prévu à la 23^{ème} résolution de la présente Assemblée générale, à savoir que la somme (i) des actions susceptibles d'être émises sur exercice des bons de souscription d'actions qui seraient émis aux termes de la présente résolution et (ii) des actions susceptibles d'être émises en vertu des actions attribuées gratuitement aux termes de la 21^{ème} résolution, ne pourra pas excéder 940 092 actions d'une valeur nominale de 1 euro l'une.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée générale, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux

valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration.

A Paris La Défense, le 3 avril 2019
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.


Eric ROBERT
Associé

Deloitte & Associés


Albert AÏDAN
Associé